

politique actuel de la République yougoslave en général.

Est-ce parce qu'il croit vraiment à une perspective courte d'achèvement d'une « démocratie socialiste » qui, à travers l'auto-gestion sociale *des entreprises et des communes* (7), se passera bientôt de *tous les partis* en Yougoslavie, ou parce qu'il théorise en réalité ce qui convient aux dirigeants yougoslaves actuels, maîtres omnipotents du pouvoir ? Dans le premier cas, sa naïveté ne dépasse pas celle de Djilas qui est déjà des deux

pieds en pleine « réalité socialiste » dans le cadre de la Yougoslavie actuelle ; dans le second cas, plus probable, il s'apercevra que « l'unité » dans les rangs de la Ligue (ex-P.C.Y.) rétablie sur le cadavre politique de Djilas n'a éliminé aucune des raisons profondes de la crise : les pressions de classe qui montent jusqu'à la direction, provenant d'une infrastructure économique et sociale que les forces socialistes n'arrivent pas à dominer dans le cadre national d'un pays arriéré, et que le mécanisme politique d'un parti monolithique unique déforme singulièrement en les aggravant davantage.

(7) Voir aussi dans le même numéro 22 **Questions du Socialisme**, l'article de Kardelj : « Le rôle du citoyen ».

24 avril 1954.